Trouver un équilibre : les mesures sociales et de santé publique Côte d'Ivoire

Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée auprès de 1326 personnes en septembre 2021, ainsi que des données épidémiologiques et secondaires locales. Cette enquête a été validée par le Comité national d'éthique des sciences de la vie et de la santé du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique de Côte d'Ivoire, avec pour objectif d'étudier les expériences vécues par la population et les réactions du grand public aux mesures sociales et de santé publique (MSSP) prises pour lutter contre la transmission de la COVID-19. Il s'agit du quatrième rapport du PERC depuis le début de la pandémie (voir le premier (anglais), le deuxième (français) et le troisième (français) rapport).

Quels sont les points essentiels à retenir de ce rapport?

Quelle est la situation?

La Côte d'Ivoire a été confrontée à deux vagues de transmission de la COVID-19 depuis la dernière enquête de février 2021. La première a été la plus grave et a eu lieu en mars, avec un pic de 450 nouveaux cas par jour ; elle a été suivie d'une vague plus faible en septembre. La seule mesure de restriction qui était en vigueur au moment de l'enquête était l'obligation du port du masque dans les lieux publics.

Soutien envers les mesures sociales et de santé publique et adhésion déclarée

Le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et des déplacements a diminué depuis février 2021, probablement du fait qu'aucune mesure de ce type n'était en vigueur au moment de la réalisation de cette enquête. Des niveaux élevés de perception des risques individuels et de satisfaction envers l'action du gouvernement étaient associés à des niveaux élevés d'adhésion déclarée à toutes les MSSP.

Perception des risques et information sur les risques

Les répondants ont une perception faible des risques individuels ainsi que des risques à l'échelle du pays. Seul un tiers d'entre eux considèrent la COVID-19 comme une préoccupation majeure. En revanche, c'est l'accès aux revenus qui est considéré comme le problème le plus important, probablement du fait des difficultés économiques auxquelles la Côte d'Ivoire est actuellement confrontée, notamment l'inflation et la chute des prix des principales exportations.

Croyances sur le vaccin et acceptation du vaccin

Les trois quarts des répondants ont déclaré qu'ils étaient vaccinés ou qu'ils allaient probablement se faire vacciner contre la COVID-19, ce qui représente une augmentation depuis février 2021. Les fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux peuvent avoir une influence sur l'acceptation du vaccin, en particulier parmi les répondants les plus jeunes (18-25 ans), qui utilisent davantage les réseaux sociaux pour se tenir informés sur la pandémie.

Charges secondaires

Par rapport à février 2021, le nombre de répondants qui ont annulé ou reporté un rendez-vous médical dont ils avaient besoin a diminué. Cependant, les perturbations actuelles des services de santé affectent principalement la prévention et le traitement des maladies transmissibles (l'analyse des chiffres doit être interprétée avec prudence, car moins de 100 répondants ont déclaré avoir annulé ou reporté un rendez-vous médical). Les pertes de revenus persistent, même si dans une moindre mesure que dans d'autres États membres de la région d'Afrique de l'Ouest où l'enquête a été réalisée.

Aperçu des données nationales sur la COVID-19 à la date du 3 octobre 2021

Taux de vaccination Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19	9%
Nombre de doses de vaccins dans le pays	3,463,250
Taux d'incidence cumulée pour 100 000 personnes	229
Nombre total de cas signalés	60,424
Nombre de décès confirmés liés à la COVID-19	640

Source de données: Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies

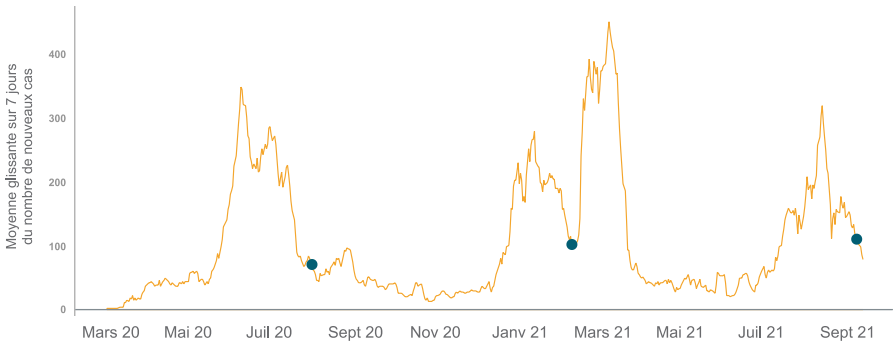
Quelles sont les tendances clés présentées dans ce rapport ?

La perception des risques individuels est restée faible, mais stable, dans un contexte de faible incidence et de taux de dépistage élevés.

	Août 2020	Févr 2021	Sept 2021
Soutien reçu pour rester chez soi	30%	→ 32%	↓ 24%
Perception des risques individuels	23%	→ 19%	→ 19%
Satisfaction envers la réponse du gouvernement	72%	↑ 82%	→ 78%
Vacciné(e)/se fera probablement vacciner	*	59%	↑ 72%
Perte de revenus depuis le début de la pandémie	84%	↓ 69%	→ 67%

* Les vaccins n'étaient pas disponibles à la date de l'enquête.

Les modifications de pourcentage de + ou – 5 % sont indiquées par une flèche vers le haut ou vers le bas.



Quelle est la situation?

Quel est le contexte qui influence la riposte au COVID-19 dans le pays?

** Note : par rapport à l'enquête de février 2021, une plus grande proportion de répondants a déclaré faire partie de la catégorie dont les revenus sont les plus élevés (47 % en septembre contre 28 % en février), ce qui pourrait influer sur les tendances d'une enquête à l'autre.*

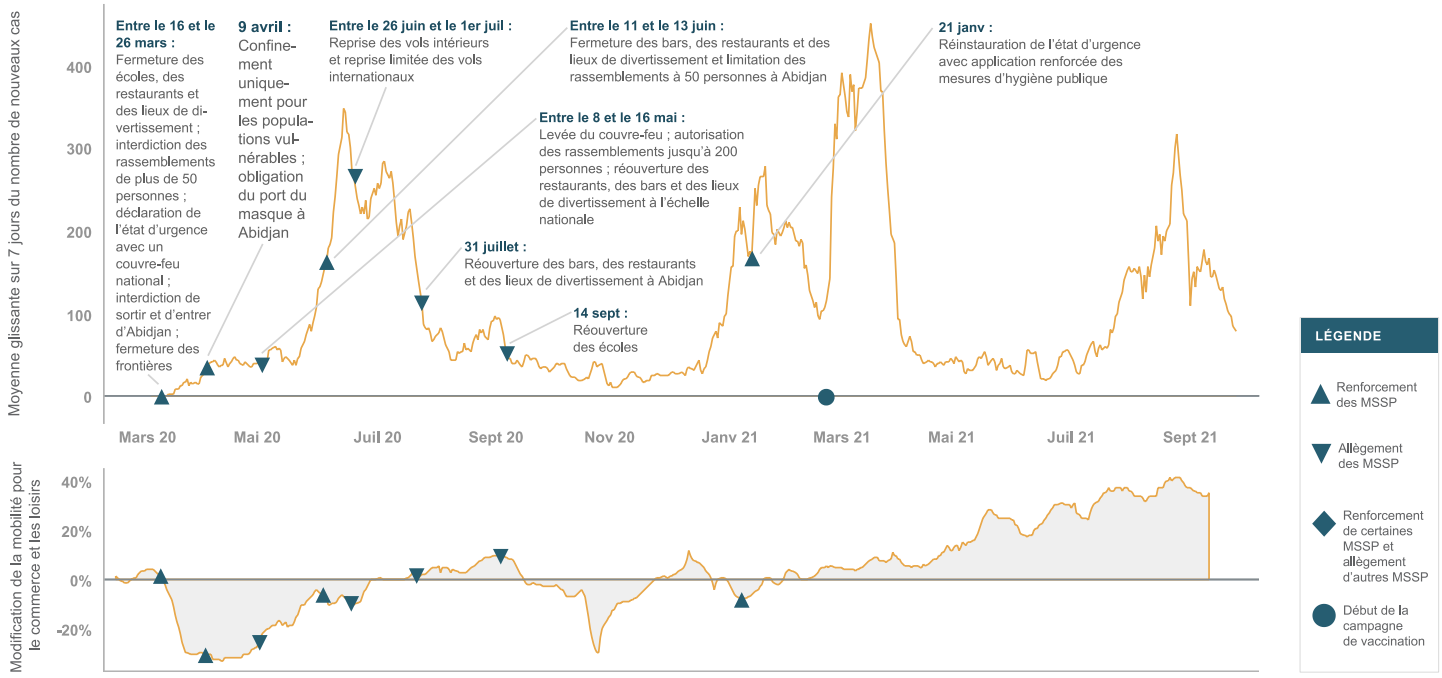
Par rapport à d'autres États membres, le nombre de cas de COVID-19 en Côte d'Ivoire est resté faible pendant toute la pandémie. La troisième vague de COVID-19 a été la plus forte et a eu lieu en mars 2021, avec une moyenne glissante sur 7 jours de 450 nouveaux cas par jour. En septembre, une quatrième vague a atteint environ 300 nouveaux cas par jour. Actuellement, le taux de positivité des tests reste autour de 2 %, après avoir atteint un pic de 17 % lors de la vague de mars, et de 9 % lors de celle de septembre. Les capacités de test ont été dépassées au moment de l'augmentation du nombre de cas et le nombre total de cas pourrait donc avoir été sous-estimé.

L'état d'urgence a de nouveau été déclaré en janvier 2021. Il n'est pas certain qu'il ait été levé en septembre, comme cela était prévu. Au moment de l'enquête, les seules mesures de restriction qui étaient en vigueur étaient l'obligation du port du masque dans les lieux publics et les transports, et la poursuite de la fermeture des frontières terrestres et maritimes aux transport commerciaux des passagers ordinaires, selon certaines informations. Depuis la fin du mois de septembre 2021, le gouvernement ivoirien a aussi mis en place un pass sanitaire pour vérifier le statut vaccinal ou l'état infectieux des voyageurs qui souhaitent entrer dans le pays. Le gouvernement a déclaré qu'en fonction de l'évolution de l'épidémie de COVID-19 dans le pays, il pourrait élargir l'utilisation du pass sanitaire à l'intérieur du pays et exiger sa présentation pour accéder à des lieux publics tels les restaurants et les théâtres.

La Côte d'Ivoire a lancé sa campagne de vaccination contre la COVID-19 en mars 2021, en ciblant en priorité les professionnels de santé, les forces de sécurité et les enseignants. En avril, tous les adultes de plus de 18 ans sont devenus éligibles à la vaccination. En octobre 2021, 9 % de la population avaient été vaccinés. L'objectif du gouvernement est de vacciner 10 millions de personnes, soit 40 % de la population, d'ici la fin de cette année. Quatre vaccins sont actuellement utilisés : AstraZeneca, Sinopharm, Pfizer/BioNTech et Johnson & Johnson.

Les tensions politiques ont sans doute compliqué la riposte à la COVID-19, en particulier au début de l'année. Après que des troubles aient éclaté à la suite de l'élection présidentielle de novembre 2020, des milliers de réfugiés ont été forcés de fuir le pays. Des élections législatives ont eu lieu en mars 2021, élections au cours desquelles le parti au pouvoir a remporté la majorité des sièges. En avril, peu de temps après le décès de l'ancien premier ministre Hamed Bakayoko, le président Alassane Ouattara a nommé un nouveau gouvernement, y compris un nouveau ministre de la Santé, Pierre Dimba.

Aucune nouvelle MSSP n'a été appliquée depuis la réinstauration de l'état d'urgence en janvier 2021, et ce malgré des augmentations de la transmission en mars et en septembre 2021.



Les mesures sont-elles soutenues et suivies par la population ?

Ce que révèlent les données

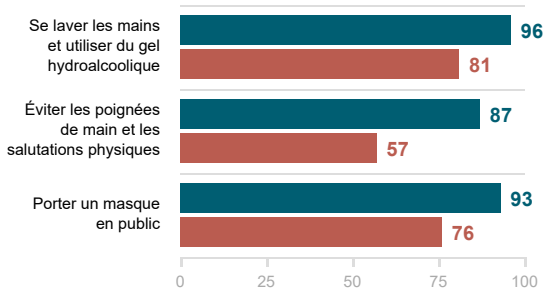
Alors que le niveau de soutien envers les MSSP individuelles en Côte d'Ivoire est resté similaire à la moyenne régionale d'Afrique de l'Ouest (82 %) et n'a pas changé depuis février 2021, l'adhésion déclarée à ces mêmes mesures a diminué de neuf pour cent. Le nombre de répondants qui soutiennent les mesures de restriction des rassemblements et des déplacements a diminué par rapport à février 2021, même si l'adhésion déclarée à ces MSSP est restée globalement la même. La seule MSSP qui était en vigueur en octobre 2021 était l'obligation de porter un masque dans les lieux publics, ce qui peut être l'une des causes des faibles taux d'adhésion à l'ensemble des autres mesures.

- Une forte perception des risques individuels liés à la COVID-19 était étroitement associée à une adhésion plus grande à toutes les MSSP. Par exemple, l'adhésion aux mesures individuelles parmi les répondants qui avaient une forte perception des risques était supérieure de 16 pour cent à celle des répondants dont la perception des risques était faible (55 % contre 39 %).
- De même, les répondants qui ont déclaré faire confiance au gouvernement et être satisfaits de la riposte du gouvernement à la COVID-19 ont aussi déclaré un niveau plus élevé d'adhésion à l'ensemble des mesures. Par exemple, les répondants qui étaient satisfaits de la riposte du gouvernement ont déclaré adhérer davantage aux mesures individuelles que ceux qui n'en étaient pas satisfaits (49 % contre 34 %), et deux fois plus aux restrictions de déplacement (12 % contre 6 %) malgré les charges économiques associées au respect de ces mesures.

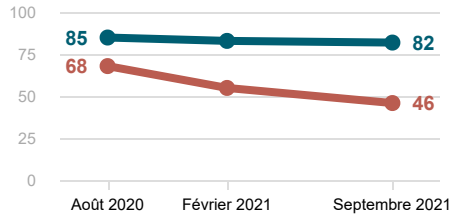
Mesures individuelles

L'adhésion à toutes les mesures individuelles a diminué de 13 pour cent depuis août 2020 (pour passer de 68 % à 55 %) alors que le niveau de soutien reste comparable.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de protection individuelle en septembre 2021*



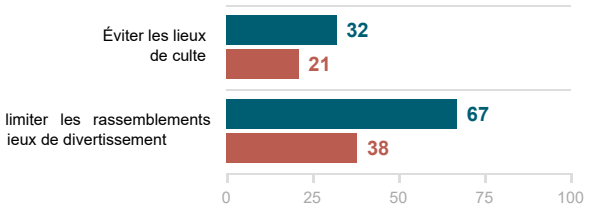
*Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de protection individuelle (score composite)*



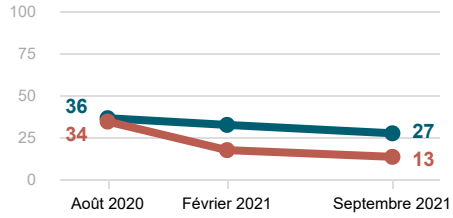
Mesures de restriction des rassemblements

Le soutien envers les mesures invitant à éviter les lieux de culte en Côte d'Ivoire était le plus faible parmi tous les États membres où l'enquête a été réalisée. La Côte d'Ivoire a d'importantes populations musulmanes et chrétiennes, et leur volonté de célébrer les grandes fêtes religieuses (le Ramadan en mai et Pâques en mars) a probablement contribué à faire baisser le niveau de soutien envers cette mesure.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des rassemblements en septembre 2021*



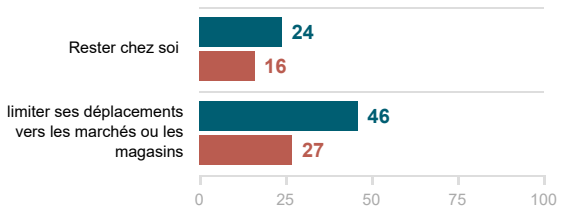
*Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des rassemblements (score composite)*



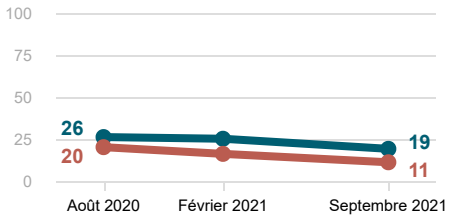
Mesures de restriction des déplacements

Le soutien envers les mesures de restriction des déplacements est celui qui a le plus baissé depuis février 2021, avec de fortes baisses du soutien envers les limitations des déplacements au marché et les mesures de confinement (10 et 8 pour cent, respectivement).

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des déplacements en septembre 2021*



*Tendance en pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des déplacements (score composite)*



Comment les répondants perçoivent-ils les risques?

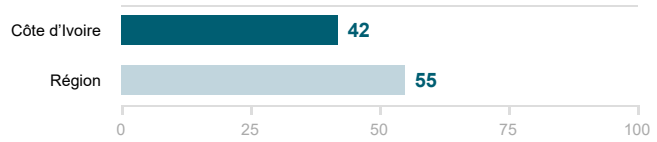
Ce que révèlent les données

Seul un répondant sur cinq pensait avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19, ce qui correspond aux résultats de février 2021 (19 %). Moins de la moitié des répondants pensaient que la COVID-19 pourrait toucher de nombreuses personnes dans leur pays, soit la proportion la plus faible de tous les États membres où l'enquête a été réalisée, et moins d'un répondant sur trois a classé la COVID-19 comme un problème majeur pour son pays.

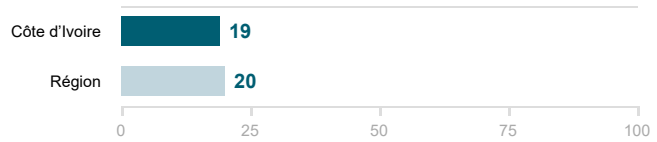
- Le niveau de perception des risques des répondants n'était pas associé au fait d'avoir été vacciné ou de se faire probablement vacciner
- L'accès aux revenus et à l'emploi a supplanté la covid-19 comme première préoccupation des répondants. La pandémie a ralenti la croissance économique de la Côte d'Ivoire, qui était jusqu'ici la deuxième économie à la croissance la plus rapide en Afrique. Un ensemble de problèmes économiques, et notamment la baisse mondiale des prix du cacao (premier produit d'exportation de la Côte d'Ivoire) et une inflation croissante, associés à l'impact de la COVID-19 ont plongé davantage de personnes dans la pauvreté. D'après les estimations, presque 30 % des foyers sont sans emploi et plus encore sont passés à temps partiel à cause de la COVID-19.

Comment les répondants perçoivent-ils les risques associés à la COVID-19?

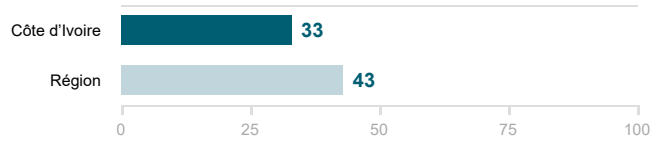
42% pensent que la COVID-19 va toucher de nombreuses personnes dans leur pays



19% pensent avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19

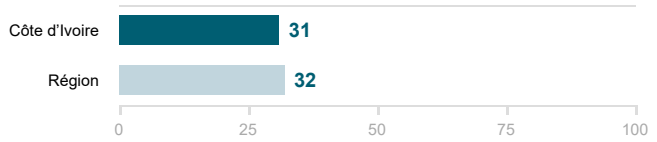


33% pensent que la COVID-19 pourrait nuire gravement à leur santé

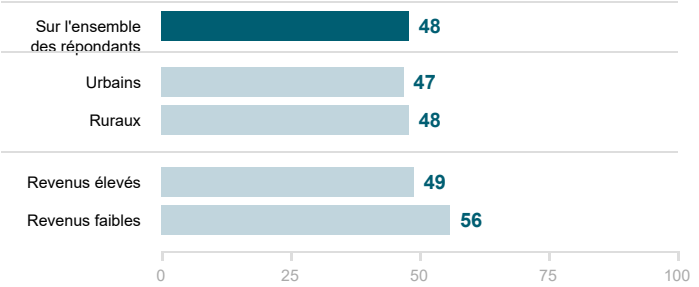


Dans quelle mesure la population est-elle préoccupée par la COVID-19 ?

31% déclarent que la COVID-19 est leur principale préoccupation



48% sont inquiets à l'idée de reprendre une activité normale.



Les problèmes qui inquiètent le plus la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Accès au revenus/travail/chômage	59%
Accès à l'alimentation	35%
La pandemie COVID-19	31%

En qui la population a-t-elle confiance?

Ce que révèlent les données

Le niveau de satisfaction envers la riposte du gouvernement à la COVID-19 est resté le même depuis février 2021, ce qui concorde avec les résultats des élections législatives de mars qui ont renforcé la popularité du parti en place et consolidé son pouvoir. Les personnes et les institutions en qui la population a le plus confiance restent celles qui sont liées au secteur de la santé, notamment le ministère de la Santé, les centres de santé et l'Institut national de santé publique.

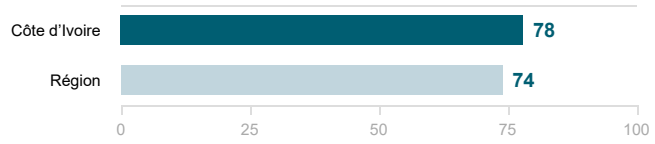
De même, les sources d'informations sur la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire auxquelles la population fait confiance étaient les centres de santé et les professionnels de santé (75 %), bien que les répondants aient été moins nombreux à consulter réellement ces groupes pour obtenir des informations (34 %). Les professionnels de santé peuvent être un canal de communication efficace pour diffuser des informations exactes sur la pandémie et la vaccination contre la COVID-19.

- Si un peu moins des deux cinquièmes des répondants ont déclaré faire confiance à Facebook pour obtenir des informations sur la pandémie de COVID-19 (18 %), presque la moitié des répondants ont déclaré y obtenir des informations (47 %, soit le deuxième chiffre le plus élevé parmi les États membres où l'enquête a été réalisée). Près d'un tiers des répondants ont déclaré faire confiance à WhatsApp pour obtenir des informations sur la COVID-19 et la même proportion consultait WhatsApp pour cela. Ces résultats sont inquiétants étant donné la prévalence des fausses informations qui circulent sur ces réseaux sociaux. Cependant, cela représente aussi une opportunité pour le gouvernement qui pourrait utiliser ces plateformes pour y diffuser des informations sanitaires exactes, en plus de s'appuyer sur d'autres sources d'informations communément utilisées et considérées comme fiables par la population, comme les professionnels de santé et la télévision locale.

Que pensent les répondants des institutions de leur pays?

Plus des trois quarts des répondants étaient satisfaits de la riposte du gouvernement à la COVID-19, ce qui correspond à la moyenne régionale d'Afrique de l'Ouest. Tous les groupes sociodémographiques ont exprimé un niveau de satisfaction similaire, même si les répondants dont les revenus sont les plus faibles étaient plus nombreux à déclarer être satisfaits que ceux dont les revenus sont les plus élevés (85 % contre 76 %), ce qui pourrait être lié aux programmes d'aide du gouvernement qui ont ciblé ce groupe.

78% sont satisfaits de la réponse du gouvernement à la pandémie



Classement des tres institutions et personnalités les plus fiables aux yeux de la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Ministère de la Santé	85%
Centre de santé/Hôpital	84%
Institut national de santé publique	80%

Les répondants croient-ils les informations exactes?

La grande majorité des répondants croient des informations exactes sur les méthodes de prévention de la maladie, notamment sur l'efficacité du port du masque (91 %) et du lavage des mains (92 %), ce qui correspond aux moyennes régionales d'Afrique de l'Ouest. En revanche, les croyances en des discours potentiellement stigmatisants , notamment qu'il faut éviter les professionnels de santé (42 %) et les personnes qui ont guéri de la COVID-19 (43 %), était supérieure à la moyenne régionale d'Afrique de l'Ouest (38 % et 37 % respectivement). Il faudrait envisager de s'appuyer sur les sources d'informations auxquelles la population fait confiance, notamment les professionnels de santé et la télévision locale, pour dissiper ces fausses informations et les autres discours erronés courants parmi la population.

Sources d'information auxquelles la population fait le plus confiance

Pourcentage de personnes déclarant faire confiance aux sources d'information sur la COVID-19

Centre de santé/Professionnel de santé	75%
Chaîne de télévision internationale	71%
Télévision locale	71%

75% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne jamais présenter de symptômes mais restent contagieuses pour les autres.

73% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne présenter aucun symptôme pendant cinq à 14 jours.

46% pensent que l'on peut guérir de la COVID-19 avec des remèdes à base de plantes.

42% pensent devoir éviter les agents de santé par crainte de contracter la COVID-19 à leur contact.

La population souhaite-t-elle se faire vacciner ?

Les questions de cette enquête ont pour objectif de décrire les possibilités d'aceptation du vaccin contre la COVID-19 et de permettre de cibler des populations avec des campagnes d'information. Nous présentons donc des chiffres sur les personnes qui déclarent être vaccinées ou qui vont probablement se faire vacciner et sur celles qui ne se feront probablement pas vacciner. Cette enquête n'a pas pour objectif de valider ou non une campagne de vaccination.

Ce que révèlent les données

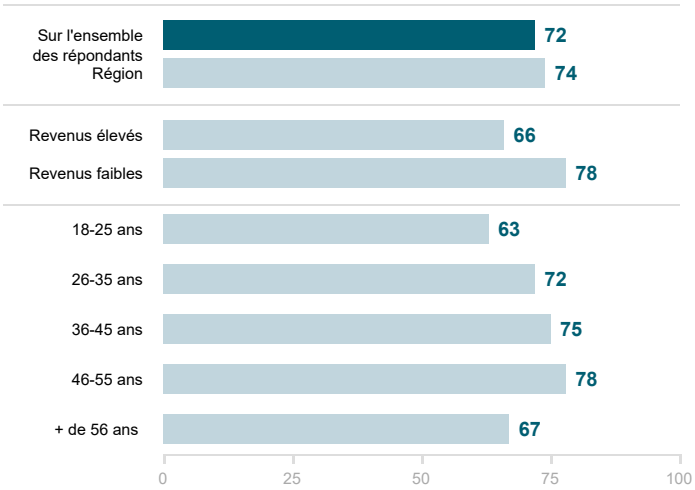
Environ trois répondants sur quatre en Côte d'Ivoire ont déclaré qu'ils étaient vaccinés ou qu'ils se feraient probablement vacciner contre la COVID-19, ce qui est au-dessus du résultat obtenu en février 2021 (59 %). Seule 9 % de la population est actuellement vaccinée (la vaccination étant ouverte à tous les adultes), laissant penser qu'il existe une demande non satisfaite importante.

- Les répondants les plus jeunes (18-25 ans) ont été les plus nombreux à déclarer qu'ils ne se feraient probablement pas vacciner. Ces résultats concordent avec les publications dans les médias qui su èrent que les réticences des jeunes à se faire vacciner pourraient être liées aux fausses informations qui circulent de plus en plus sur les réseaux sociaux (lesquels sont utilisés par plus de la moitié des répondants de ce groupe d'âge, d'après les résultats de l'enquête).
- Il serait possible d'adresser trois des quatre raisons principales invoquées par les répondants qui ont déclaré qu'ils ne se feraient probablement pas vacciner (le fait de croire que les vaccins peuvent vous transmettre la maladie ; le fait de ne pas avoir assez d'informations ; et le fait que les vaccins ont été validés trop vite) par le biais de nouvelles campagnes gouvernementales de communication et en passant par des sources d'information auxquelles la population fait confiance. Les répondants souhaitent plus particulièrement avoir davantage d'informations sur les différents types de vaccins, leur efficacité et leur sûreté.
- Certaines publications dans les médias suggèrent qu'il existe de fortes réticences à se faire vacciner parmi les professionnels de santé en Côte d'Ivoire. Étant donné que de nombreux répondants ont déclaré faire confiance à ce groupe pour obtenir des informations sur la COVID-19 (75 %), cela pourrait avoir des effets négatifs sur la confiance de la population envers les vaccins. Il est essentiel de répondre aux inquiétudes des professionnels de santé pour qu'ils puissent diffuser des informations exactes sur le vaccin.

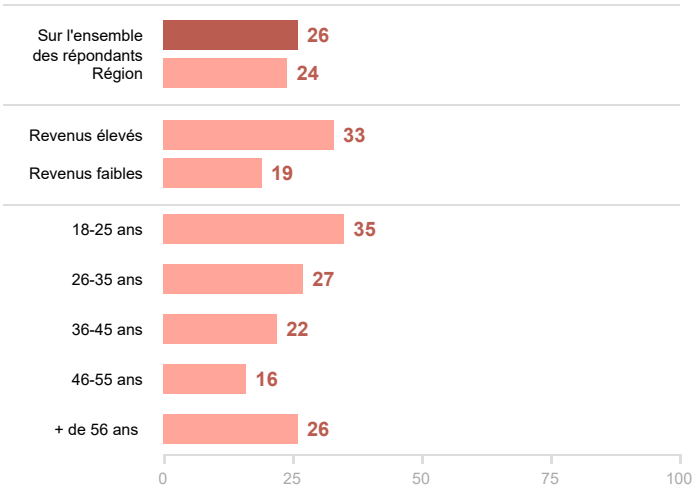
Combien de personnes se sont fait vacciner ou prévoient de le faire ?

Moins de 5 % des répondants déclarent ne pas être sûrs de vouloir se faire vacciner et c'est la raison pour laquelle cela n'apparait pas ici. Les pourcentages présentés sont représentatifs de l'échantillon complet.

72% sont vaccinées ou vont probablement se faire vacciner



26% ne vont probablement pas se faire vacciner



Que pensent les répondants des vaccins contre la COVID-19 ?

Informations principales que les répondants souhaitent avoir sur le vaccin

Pourcentage de personnes qui déclarent chaque information

Qu'est-ce qu'il y a dans le vaccin ? Comment est-il fabriqué ? Comment le vaccin fonctionne-t-il ?	52%
Est-il efficace ? Est-ce que je vais pouvoir reprendre une vie normale après avoir été vacciné ?	48%
En quoi est-il sûr ?	41%

Principales réticences des répondants à l'idée de se faire vacciner

Parmi les répondants qui ont indiqué refuser la vaccination, les raisons invoquées étaient les suivantes :

The vaccine can give you COVID-19	36%
J'ai peur des injection	35%
Je n'en sais pas encore assez sur le vaccin pour prendre une décision	34%

La population est-elle contrainte d'annuler ou de reporter des soins médicaux ?

Ce que révèlent les données

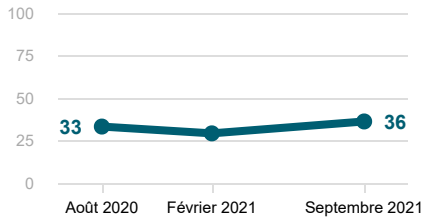
Parmi les répondants qui ont déclaré qu'eux-mêmes ou un membre de leur foyer avaient besoin de soins médicaux, seuls 11 % ont annulé ou reporté des rendez-vous médicaux au cours des six mois précédents. Ceci représente une diminution de sept pour cent depuis février 2021, et la deuxième proportion la plus basse de la région d'Afrique de l'Ouest. C'est une tendance encourageante, notamment dans le contexte de l'augmentation récente de la transmission de la COVID-19. Cependant, les difficultés d'accès aux médicaments ont augmenté de sept pour cent depuis février 2021.

- Un tiers des rendez-vous médicaux annulés ou reportés concernaient le paludisme (qui est inclus dans la catégorie des maladies transmissibles ci-dessous), ce qui est particulièrement inquiétant car des millions de personnes sont touchées par cette maladie chaque année en Côte d'Ivoire et il s'agit de la première cause de mortalité chez les enfants. Deux rendez-vous annulés sur cinq concernaient de la fièvre/des frissons et de la fatigue/des douleurs (inclus dans la catégorie des rendez-vous de diagnostic ci-dessous), des symptômes fréquemment associés au paludisme, à la fièvre jaune (il y a actuellement une épidémie de cette maladie dans le pays) et à la grippe, notamment à la grippe H5N1 qui est hautement pathogène et a été récemment détectée dans le pays. Cette analyse doit néanmoins être interprétée avec prudence, car le nombre de répondants qui ont déclaré avoir annulé ou reporté un rendez-vous médical est inférieur à 100.

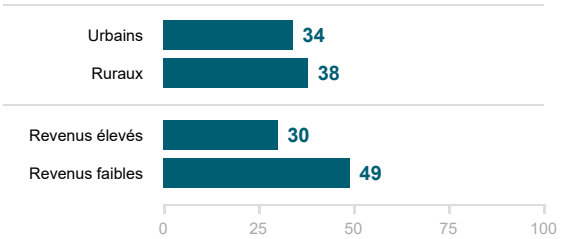
Difficulté d'accès des foyers aux médicaments

En plus des répondants dont les revenus sont les plus faibles, les personnes de plus de 46 ans ont aussi été confrontées à de plus grandes difficultés pour obtenir des médicaments (43 % et 52 %), par rapport à la moyenne obtenue lors de cette enquête.

Tendance du pourcentage de foyers qui ont eu des difficultés d'accès aux médicaments au cours des trois dernier mois



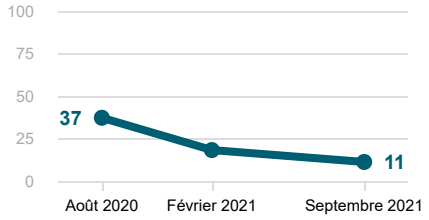
Pourcentage de foyers qui ont des difficultés d'accès aux médicaments



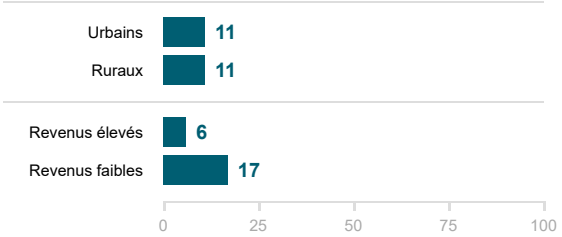
Annulation ou report de rendez-vous médicaux

La proportion de répondants qui ont déclaré avoir eu des difficultés à accéder aux services de santé a diminué depuis l'enquête d'août 2020, ce qui laisse penser que malgré les vagues successives de COVID-19, l'accès aux services essentiels de santé s'est amélioré.

Tendance en pourcentage de foyers qui ont annulé ou reporté leurs rendez-vous médicaux



Pourcentage de personnes qui annulent ou repoussent des rendez-vous médicaux par catégorie de rendez-vous



Note : le dénominateur pour la proportion de répondants qui ont annulé ou reporté des rendez-vous médicaux est < 100. Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence.

Raisons invoquées pour annuler ou reporter un rendez-vous médical

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Crainte de contracter la COVID-19	28%
Coût/accessibilité financière	21%
Perturbation du fonctionnement des établissements de santé	19%
Responsabilités d'aidant	15%
Restrictions de mobilité / Problèmes de transport	11%

Les proportions doivent êtres interprétes avec prudence en raison du petit nombre d'individus sondés (N<100)

Nature des rendez-vous médicaux annulés ou reportés

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Diagnostic/Symptômes	39%
Consultation générale/Examen de routine	35%
Maladie transmissible	32%
Vaccination	20%
Maladie non transmissible	17%

Les proportions doivent êtres interprétes avec prudence en raison du petit nombre d'individus sondés (N<100)

Les répondants sont-ils confrontés à des perte de revenus ou une situation d'insécurité alimentaire ?

Ce que révèlent les données

Plus de trois foyers sur cinq ont déclaré avoir perdu une partie ou la totalité de leurs revenus depuis le début de la pandémie (67 %), ce qui est en dessous de la moyenne régionale d'Afrique de l'Ouest et similaire aux résultats de février 2021 (69 %).

- Les restrictions dues à la pandémie ont ralenti la croissance économique de la Côte d'Ivoire. Ce ralentissement, associé à des facteurs exogènes tels l'inflation et la chute des prix mondiaux du cacao, est à l'origine de l'a ravation de la pauvreté dans le pays.
- Au moment de l'enquête, seuls 9 % des répondants ont déclaré avoir reçu une aide du gouvernement. Cependant, des programmes financés par l'état ont été mis en œuvre pour fournir une aide aux petites entreprises et aux foyers dont les revenus sont les plus bas afin de compenser les pertes dues à la COVID-19.

Pourcentage de personnes signalant chaque obstacle :

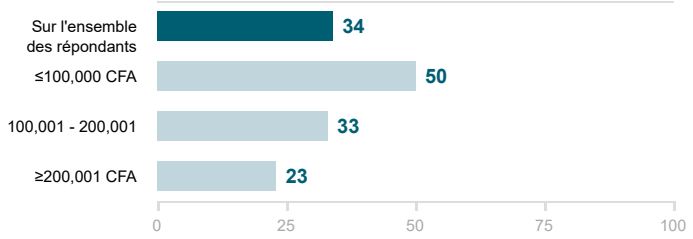
Baisse de revenus	49%
Augmentation du prix des denrées alimentaires	60%
Fermeture des marchés	22%
Restriction des déplacements	22%
Pénuries d'approvisionnement alimentaire dans les marchés	32%

On estime qu'en Côte d'Ivoire 1,3 million de personnes sont confrontées à une situation d'insécurité alimentaire, et que presque un quart des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés de façon chronique, des problèmes que la pandémie a aggravés. Un tiers des foyers interrogés en Côte d'Ivoire a déclaré avoir sauté un repas au cours des sept jours précédents, et cette proportion est plus élevée dans les foyers où il y a des enfants que dans ceux où il n'y en a pas (75 % contre 51 %).

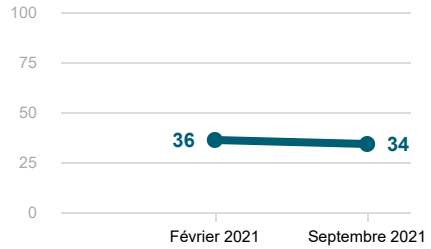
- L'obstacle à l'accès à la nourriture le plus fréquemment cité par les répondants était le prix élevé des denrées alimentaires, en particulier pour les foyers dont les revenus sont les plus faibles par rapport aux foyers dont les revenus sont les plus élevés (75 % contre 51 %). En Côte d'Ivoire, le coût des denrées alimentaires connait une inflation record, et leur prix a presque doublé cette année, en particulier pour les aliments de base.
- Des problèmes macroéconomiques ont aussi des conséquences sur l'accès à la nourriture en Côte d'Ivoire : presque la moitié des foyers ont déclaré que les pertes de revenus étaient un obstacle à l'accès à la nourriture et les pertes de revenus étaient plus courantes dans les foyers dont les revenus sont les plus faibles que dans ceux dont les revenus sont les plus élevés (66 % contre 38 %).

Sautent des repas

Pourcentage de foyers qui sautent des repas par catégorie



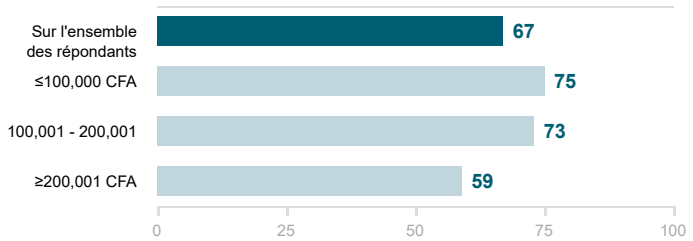
Pourcentage de foyers qui ont sauté des repas au cours de la période



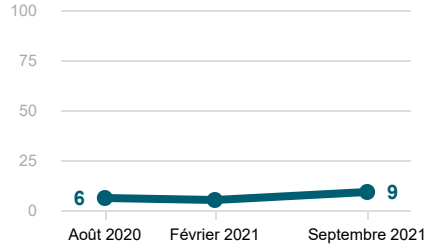
Remarque : en août 2020 aucune donnée n'a été collectée sur les foyers qui sautaient des repas

Sont confrontés à une perte de revenus et reçoivent une aide du gouvernement

Pourcentage de foyers qui sont confrontés à une perte de revenus par catégorie



Pourcentage de foyers ayant récu une aide du gouvernement au cours de la période



Notes de fin

Notes sur le rapport

Les comparaisons régionales ont été effectuées sur la base des catégories suivantes : Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan) ; Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigéria, Libéria, Guinée Conakry, Sénégal, Côte d'Ivoire) ; Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Égypte), Afrique centrale (Cameroun, République Démocratique du Congo) et Afrique australe (Afrique du Sud, Mozambique, Zambie, Zimbabwe).

Les graphiques épidémiologiques des pages 1 et 2 de ce rapport représente la moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux cas entre mars 2020 et octobre 2021. Lorsque des données sur le taux de positivité des tests et/ou sur la mobilité ne sont pas disponibles, ce graphique n'est pas présenté.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles ici et sur le tableau de bord en ligne du PERC. Pour des informations détaillées sur les sources des données, les méthodes appliquées et leurs limites, vous pouvez consulter preventepidemics.org/perc/.

- Ipsos a mené une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif de foyers à l'échelle nationale ayant accès à une ligne fixe ou à un téléphone portable. Les résultats doivent être interprétés avec prudence, car la population qui n'a pas accès à un téléphone n'est pas représentée dans ces résultats. Les pourcentages qui apparaissent dans les tableaux d'Ipsos peuvent être différents des pourcentages communiqués dans d'autres documents PERC et d'autres supports de communication de ces données. Ces différences peuvent s'expliquer par le choix du dénominateur et/ou des pondérations.
- Les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies (CDC Afrique) fournissent chaque jour des données épidémiologiques aux États membres de l'Union africaine (UA). CDC Afrique recueille les données sur les cas et décès enregistrés ainsi que les données de dépistage auprès de chaque État membre de l'UA. Tous les États membres de l'UA n'établissant pas des rapports journaliers, les chiffres peuvent parfois arriver tardivement, en particulier pour les données de dépistage qui sont généralement communiquées tardivement ou par lots périodiques (p. ex. hebdomadaires).
- D'autres données sont extraites de sources publiquement accessibles

Ces résultats ont été obtenus à partir des dernières informations disponibles provenant des sources énumérées au moment de l'analyse, et peuvent ne pas tenir compte des évolutions plus récentes ou de données provenant d'autres sources. Les données varient en termes d'exhaustivité, de représentativité et d'actualité.

Notes sur le pays

L'échantillon ayant participé à l'enquête en Côte d'Ivoire était composé de 1326 adultes (572 vivant en zone urbaine, 754 vivant en zone rurale), dont les réponses ont été recueillies entre le 19 septembre et le 1 octobre 2021.

Les catégories de revenus se fondent sur des données existantes concernant la répartition locale des revenus, qui ont été utilisées pour créer quatre catégories de revenus, définies comme suit :

- Revenu faible : revenus mensuels du foyer de 100 000 CFA et moins
- Revenu moyen : revenus mensuels du foyer compris entre 100 001 et 200 000 CFA
- Revenu élevé : revenus mensuels du foyer de 200 001 CFA